

I. Perspectives

par Marc LIENHARD

Il y a au moins deux raisons pour examiner le rôle des facteurs non-doctrinaux dans la division mais aussi dans le rapprochement des Églises.

Leur rôle est, en premier lieu, une manière d'appréhender l'histoire de l'Église dans son épaisseur humaine, de percevoir son enracinement dans le temps et dans la diversité des situations humaines.

On a vu définir l'histoire de l'Église comme étant l'histoire de l'interprétation de l'Écriture Sainte. Cette définition de Gerhard Ebeling vise assurément un aspect très important pour ce qui est de l'approche de la Bible. Pourtant je la crois trop étroite. Dans son déroulement concret, l'histoire du christianisme n'est pas simplement l'explication de tel ou tel type de lecture de la Bible, mais elle épouse aussi — trop peut-être à certains moments — les différences entre les hommes, les pays, les classes sociales.

En second lieu l'examen des facteurs non-doctrinaux est important pour la réception des dialogues théologiques et de leurs résultats.

Les œcuménistes de tout bord se plaignent depuis quelques années du fait que le rapprochement, voire les convergences réalisées au plan théologique ne sont pas reçus par la base, par les institutions ou par le peuple des fidèles. Ils se plaignent et s'étonnent de ces résistances.

Mais n'est-ce pas dû tout simplement au poids des facteurs non-doctrinaux ? Il ne suffit pas que les théologiens soient tombés d'accord sur le sens de l'eucharistie, voire du ministère, pour que des oppositions séculaires dans les mentalités et les habitudes, et les conflits de pouvoir soient gommés d'un jour à l'autre.

Ce qui importe par contre, c'est de faire remonter tout cela à la surface, si possible de faire un travail de mémoire. Ainsi, faire de l'histoire pourrait être une sorte de katharsis, de purification contribuant à la réconciliation entre les Églises en montrant le poids, indu sans doute au regard d'un accord en profondeur sur l'Évangile, des vieux démons qui habitent au plus profond de chacune de nos Églises.

A vrai dire, il serait naïf de penser qu'on découvre aujourd'hui seulement le poids des facteurs non-doctrinaux dans la division des Églises.

Les acteurs des siècles passés déjà, ne manquaient pas de lucidité à ce sujet. Je pense par exemple à l'une ou l'autre lettre que Mélanchthon écrivit à Luther lors de la diète d'Augsbourg de 1530. On arriverait bien à tomber d'accord, écrit-il, mais, ajoute-t-il, ce sont surtout les villes d'Empire (Strasbourg !) qui s'opposent au rapprochement : elles ne veulent pas retrouver la juridiction épiscopale et veulent conserver les biens qu'elles ont sécularisés. « Elles ne se soucient pas de doctrine

et de religion. Elles sont préoccupées seulement de domination et de liberté »¹. Au cours des temps, certes, on occultera quelquefois les facteurs non-doctrinaux pour ne faire qu'une lecture idéaliste de la Réforme ou expliquer la division en termes théologiques uniquement (sotériologie, ecclésiologie etc.).

L'inverse aussi pourra se produire, dans l'affrontement entre les Églises avec une insistance réductrice sur les facteurs non-doctrinaux. Prenons par exemple l'encyclique Charles Borromée de 1910, qui a tellement irrité les protestants, et qui qualifiait les princes et les fidèles ayant soutenu la Réforme de matérialistes.

Aujourd'hui les historiens et les sociologues sont plus sereins pour mettre en évidence les facteurs non-doctrinaux ayant pesé sur la division des Églises au cours des temps.

On se situe au niveau des mentalités pour rappeler l'existence, au début du xv^e siècle, d'un certain anticléricalisme, en particulier dans les villes, propice à la dissidence par rapport à l'Église et au clergé établi², et qui se prolonge jusque dans l'anabaptisme qui englobe dans son hostilité le nouveau clergé protestant. Toujours au niveau des mentalités, Lortz et d'autres ont rappelé l'antiromanisme de nombreux Allemands du xvi^e siècle, irrités par ce qu'ils considèrent être des abus de pouvoir de Rome, ou une exploitation financière inacceptable.

Il y a ensuite le domaine politique, l'émancipation annoncée dès avant le xvi^e siècle, des autorités politiques³ qui veulent être « pape et empereur dans leur pays », comme le disait Charles le Téméraire. Seuls des pays puissants comme la France avaient obtenu des concessions de Rome par les concordats, d'autres seront tentés de les arracher par la rupture.

Il faudrait aussi parler de l'impact des facteurs culturels. Un seul exemple : la division du xvi^e siècle aurait-elle pu se faire sans l'apport décisif de l'imprimerie ? Au point qu'on a pu qualifier la Réformation de « fille de l'imprimerie »⁴.

J'illustre encore mon propos en faisant un saut de trois siècles et en évoquant l'affrontement entre catholiques et protestants d'Alsace au xix^e siècle⁵. Curieusement, les rapports sont plus conflictuels qu'au xviii^e siècle, où, à part certains lieux comme Strasbourg, l'on vivait

1. *Corpus Reformatorum*. C.G. Bretschneider éd., t. II, 1835, p. 328.

2. Voir à ce sujet H.J. Goertz, *Pfaffenhass und gross Geschrei. Die reformatorischen Bewegungen in Deutschland 1517-1529*, Munich, 1987, et H.A. Obermann — P. Dykema (eds.), *Anticlericalism as an agent of change in early modern Europe*, Leyde, 1992.

3. Cf. J. Lortz, *Die Reformation in Deutschland*, Freiburg i.Br. 1962 (1982), pp. 139-146 ; trad. franç. : *La Réforme de Luther*, Paris, 1970, pp. 201-208.

4. Pour l'ensemble de la question voir aujourd'hui l'ouvrage publié sous la direction de J.F. Gilmont, *La Réforme et le livre. L'Europe et l'imprimé (1517-1570)*, Paris, 1990.

5. Voir à ce sujet : A. Wahl, *Confession et comportement dans les campagnes d'Alsace et de Bade 1871-1939*, Strasbourg, 1980, et M. Lienhard, dans : *Catholiques, protestants, juifs en Alsace*, Mulhouse, 1992, pp. 134-135, 143-144.

bien relié chacun pour soi, dans les différents territoires marqués confessionnellement, et selon des règles fixées par les autorités politiques.

Au XIX^e siècle, un ensemble de facteurs bouleversent cet équilibre fragile. Un seul est à proprement parler théologique, c'est Vatican I et la proclamation de l'infaillibilité pontificale, vigoureusement soutenue par les catholiques alsaciens qui sont ultramontains. Mais tous les autres facteurs porteurs de conflits ne relèvent pas de la doctrine : la sécularisation des biens d'Église au moment de la Révolution Française qui a plutôt profité aux protestants, le brassage de la population par l'industrialisation et l'urbanisation, qui multiplie les occasions et les lieux de rencontre (paroisses protestantes nouvelles à Saverne, Sélestat, Haguenau, Bischwiller etc.), une différence d'attitude vis-à-vis de la modernité, saluée et soutenue par le libéralisme dominant dans les Églises protestantes, le plus souvent rejetée par les catholiques. Les rapports avec les puissances politiques diffèrent aussi selon les confessions : les catholiques alsaciens profitent de l'appui de Napoléon III, les protestants de celui de Bismarck et de son *Kulturkampf*.

Jusqu'à présent, j'ai parlé uniquement de l'impact des facteurs non-doctrinaux sur la division des Églises.

En fait, et c'est une perspective plus moderne, développée notamment dans le contexte de Vatican II, il conviendrait aussi d'évoquer le rôle joué par de tels facteurs dans le rapprochement entre les Églises. Le phénomène n'est pas totalement neuf. Au lendemain des guerres contre Napoléon, l'éclosion d'un puissant sentiment national en Allemagne a pesé sur la constitution d'Églises unies en Prusse et ailleurs, la décolonisation au XX^e siècle aura les mêmes effets dans certaines jeunes Églises. Le nivellement des particularismes et l'évolution générale de nos sociétés vers une civilisation planétaire ont pu favoriser, voire créer le rapprochement entre les Églises.

Dans les années soixante ont surgi des explications de l'œcuménisme en termes sociologiques⁶ qui limitaient singulièrement l'importance du dialogue pour mettre en avant d'autres clefs d'explication. A titre d'exemple, j'évoquerai seulement l'approche du sociologue américain Peter Berger⁷. Celui-ci interprète l'œcuménisme avec des catégories de l'économie de marché. N'ayant plus, dans beaucoup de cas, l'appui de l'État, les diverses communautés religieuses doivent œuvrer comme des agences de marché et s'efforcer d'atteindre une clientèle qui ne leur est pas acquise d'avance puisqu'il y a pluralisme. Dans cette situation, elles ont tout intérêt à éviter la concurrence et à recourir à la cartellisation. Celle-ci implique la réduction, par fusion,

6. Pour une représentation d'ensemble, voir J. Séguy : *Les conflits du dialogue*, Paris, 1973.

7. Cf. P.L. Berger-Th. Luckmann, « Aspects sociologiques du pluralisme », dans *Archives de sociologie des religions* 23, janv.-juin 1967.

du nombre des compétiteurs et l'établissement de la part des survivants, désormais plus forts, d'un processus constant et rationnel d'accommodations⁸. Ce serait cela en fait la démarche œcuménique.

A l'heure actuelle où les particularismes de tout genre se manifestent et que s'opèrent les replis identitaires que l'on sait, y compris dans les Églises, il y aurait encore d'autres analyses sociologiques à faire pour mettre en évidence le poids de facteurs non-doctrinaux sur le ralentissement de l'œcuménisme et, moyennant cette prise de conscience, y réagir.

L'évocation des thèses de Berger fait apparaître une question fondamentale qui se pose à propos des facteurs non-doctrinaux, question que je voudrais brièvement évoquer pour terminer.

Une tentation peut surgir lorsqu'on aborde ces facteurs, c'est de réduire la division ou le rapprochement entre les Églises à des facteurs non-doctrinaux. « La Réforme s'est faite parce que Luther voulait se marier », a-t-on pu entendre dans le passé. Voilà du non-doctrinal bien concret et bien vivant ! Nous n'en sommes plus à ce type d'explication simplette (et fausse !), mais l'explication de la Réforme par les abus, les faiblesses notamment du clergé ou encore par les appétits terrestres des princes revient en force à l'heure actuelle, même si l'historiographie marxiste, qui voyait dans la Réformation la première révolution bourgeoise⁹, le combat d'une classe sociale donnée contre la féodalité (représentée par la papauté), est sortie affaiblie de l'effondrement du communisme.

Quoi qu'il en soit, au lieu de réduire à une vision uniquement doctrinale des choses ou de voir seulement le poids des facteurs non-doctrinaux, il nous faut réfléchir sur le rapport entre les deux types d'explication, étant entendu d'ailleurs qu'il est impossible de les isoler totalement l'un par rapport à l'autre. Même les facteurs apparemment non-doctrinaux comme l'anticléricalisme, ou encore des différences sociales entre catholiques et protestants, ou un rapport différent à la modernité peuvent remonter de fait à des options doctrinales différentes au départ. Max Weber l'a rapporté à propos des rapports entre le protestantisme et le capitalisme. Inversement le théologique pur n'existe pas, ou du moins il ne devient agissant dans l'histoire qu'en lien avec d'autres facteurs, l'imprimerie ou le territorialisme au xvi^e siècle par exemple, la civilisation planétaire au xx^e siècle.

Et pourtant, et pour toutes sortes de raisons, la tension doit être maintenue ou retrouvée entre l'Évangile dans son altérité et le poids des réalités terrestres.

8. *Ibid.*, p. 121.

9. Nous renvoyons à notre ouvrage, *L'Évangile et l'Église chez Luther*, Paris, 1989, Chapitre XI. Points de vue de l'historiographie marxiste récente, pp. 245-262.